



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents en vue de l'exécution des travaux d'entretien, de rénovation, de réparation et d'amélioration dans les bâtiments appartenant au Département des Bouches-du-Rhône ou loués par lui. CE N°03 ETANCHEITE

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 17 Mars 2025 à 16:00

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
SAM-TM
Hôtel du Département
52 avenue de Saint Just
13256 MARSEILLE CEDEX 20

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet	3
1.2 – Détail des prestations	3
1.3 – Dispositions relatives au CCAG Travaux.....	3
1.4 – Mode de passation.....	3
1.5 - Type et forme de contrat.....	4
1.6 - Décomposition de la consultation.....	4
1.7. Les prestations du lot 6, accord-cadre à marchés subséquents	5
1.8. Tous les lots	6
1.9 – Nomenclature	7
1.10 - Réalisation de prestations similaires.....	7
1.11 - Renouvellement	7
2 - Conditions de la consultation	7
2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P.....	7
2.2 - Délai de validité des offres	7
2.3 - Forme juridique du groupement	7
2.4 - Variantes.....	8
2.5 - Développement durable.....	8
3 - Les intervenants.....	9
3.1. Contrôle technique	9
3.2. Sécurité et protection de la Santé des travailleurs	9
3.3. Conduite d’opération	9
3.4. Maîtrise d’œuvre	9
4 - Conditions relatives au contrat	9
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	9
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	9
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	10
5 - Contenu du dossier de consultation	10
6 - Présentation des candidatures et des offres	11
6.1 - Documents à produire.....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	15
7.1 - Transmission électronique.....	16
7.2 - Transmission sous support papier.....	16
8 - Examen des candidatures et des offres	17
8.1 - Sélection des candidatures.....	17
8.2 - Critères de jugement des candidatures	17
8.3 - Attribution des accords-cadres	17
8.4 - Suite à donner à la consultation.....	22
9 - Renseignements complémentaires.....	23
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	23
9.2 - Procédures de recours.....	23

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents en vue de l'exécution des travaux d'entretien, de rénovation, de réparation d'amélioration dans les bâtiments appartenant au Département des Bouches-du-Rhône ou loués par lui. CE N°03 ETANCHEITE

Périmètre géographique de l'accord-cadre :

Le département des Bouches-du-Rhône s'étend sur 5 248 km² et comprend 119 communes réparties sur 29 cantons.

Le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône possède un patrimoine immobilier incluant des bâtiments administratifs, sociaux, culturels, sportifs, scolaires etc... En constante évolution, il comprend à ce jour environ :

- 130 collèges sur environ 900 000 m² :

- 50 sur la commune de Marseille sur environ 300 000 m²
- 80 hors Marseille sur environ 600 000 m²

- 640 ensembles immobiliers environ hors collèges sur environ 680 000 m²

- 250 sur la commune de Marseille sur environ 370 000 m²
- 390 hors Marseille sur environ 310 000 m²

La liste des Bâtiments & Collèges, évolutive et non exhaustive, est jointe à la consultation.

1.2 – Détail des prestations

L'accord-cadre comprend la réalisation des prestations suivantes :

- Protections, sécurisation, locations d'échafaudages et d'engins (transport, d'accès...) nécessaires à la bonne réalisation des prestations
- Travaux de dépose et démolition d'étanchéité
- Fourniture et pose d'ouvrages annexes d'étanchéité
- Fourniture et pose d'isolation thermique
- Fourniture et mise en œuvre de revêtement d'étanchéité
- Fourniture et mise en œuvre de protection d'étanchéité
- Réalisation des travaux annexes d'étanchéité
- Réalisation des travaux divers
- La sécurité

L'ensemble des prestations ci-dessus mentionnées sont détaillées au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.3 – Dispositions relatives au CCAG Travaux

En application de l'article L1111-5 du code de la commande publique, et l'objet principal du présent marché étant la réalisation de travaux, seules les conditions du CCAG Travaux s'appliquent.

1.4 – Mode de passation

La procédure utilisée est l'appel d'offre ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

1.5 - Type et forme de contrat

Pour les lots 1 à 5 : Accords-cadres mono-attributaire à bons de commandes passés sans montant minimum et avec maximum annuel de **1 600 000€ HT** par lot passés en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Chaque lot fait l'objet d'un accord cadre à bons de commande et sera attribué à un seul opérateur économique.

Forme de prix: Les marchés sont passés à prix unitaires.

Pour le lot 6 : Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents passé sans montant minimum et avec un montant maximum annuel **4 000 000€ HT** en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents est passé avec **trois titulaires** sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres.

Dans le cas d'un seul candidat classé, l'accord-cadre à marchés subséquents sera déclaré sans suite pour motif d'intérêt général.

Forme de prix :

Le lot 6 Marché subséquent est passé à prix unitaires qui constituent les prix plafonds de l'accord cadre et des futurs marchés subséquents.

1.6 - Décomposition de la consultation

Les prestations des lots 1 à 5, accords-cadres à bon de commande, sont réparties en 5 lots géographiques.

Lots	DESIGNATION	Estimation financière annuelle*
1	M1 Marseille Nord et Ouest	420 000 € HT
2	M2 Marseille Sud	420 000 € HT
3	M3 Marseille Est	420 000 € HT
4	H1- H2 Arles/Istres-Salon de Provence	420 000 € HT
5	H3- H4 Aix En Provence/Aubagne	420 000 € HT

** L'estimation annuelle indiquée dans le présent paragraphe, basée sur une projection, n'est donnée qu'à titre indicatif et ne saurait engager de quelque manière que ce soit le pouvoir adjudicateur*

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Compte-tenu du nombre important de bâtiments disséminés dans le département (à ce jour près de 640 sites pour environ 1 200 bâtiments, dont les 130 collèges publics) ;

Compte-tenu qu'à côté des travaux programmés dans l'ensemble de ces bâtiments, de nombreuses interventions dites urgentes ou de mises en sécurité surviennent donc sans être programmées, il est nécessaire et courant que plusieurs équipes aient à intervenir simultanément dans différents chantiers dans l'ensemble du département ;

Compte-tenu que la plupart de ces interventions relèvent de l'obligation de sécurité et de continuité du service public incombant au Département en tant que propriétaire du bâti ou du non bâti ;

Considérant enfin que concentrer l'ensemble des lots d'un même corps d'état sur une seule entreprise risquerait de porter atteinte à la bonne exécution du marché au regard des contraintes organisationnelles et techniques pesant sur le titulaire ;

Les marchés du Corps d'état Etanchéité sont donc divisés en 5 géographiques. Il est décidé que le pouvoir adjudicateur limite l'attribution à **2 lots géographiques maximum par candidat sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et offres.**

Les candidats peuvent soumissionner pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

Les candidats ne sont pas autorisés à proposer des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être attribués.

Les lots seront attribués aux candidats **selon leur ordre de priorité défini dans le document joint** au présent DCE et dûment complété par le candidat, selon les conditions ci-après :

1er tour : A l'issue de l'analyse simultanée de tous les lots :

- Si l'offre d'un candidat est l'offre économiquement la plus avantageuse sur un ou plusieurs lots, les lots lui sont attribués selon son ordre de priorité et dans la limite du nombre de lots qui peuvent lui être attribué ;

Le ou les lots attribués dans ce tour et les candidats ne pouvant plus se voir attribuer de lot sont éliminés pour le tour suivant.

2ème tour et suivants : Sur les lots restants non attribués :

Un nouveau classement des offres est réalisé.

La même analyse que précédemment est réitérée jusqu'à attribution de tous les lots.

En cas d'égalité, le candidat ayant la meilleure note « prix » est classé premier.

1.7. Les prestations du lot 6, accord-cadre à marchés subséquents

Les candidats peuvent soumissionner à certains ou à tous les lots 1 à 5 objets du présent marché ainsi qu'au lot 6.

Le lot N°6 n'est pas soumis à la limitation d'attribution du nombre de lots tel qu'indiqué pour les lots 1 à 5.

En conséquence l'attribution de ce lot s'opérera indépendamment de celle des lots 1 à 5

Lot(s)	Désignation	Estimation financière annuelle*
6	Secteur couvrant l'ensemble du département des Bouches du Rhône	1 000 000 € HT

** L'estimation annuelle indiquée dans le présent paragraphe, basée sur une projection, n'est donnée qu'à titre indicatif et ne saurait engager de quelque manière que ce soit le pouvoir adjudicateur*

1.8. Tous les lots

Consommations antérieures :

Le présent marché fait suite à l'Accord cadre CE 03 Etanchéité » en cours d'exécution qui arrive à terme le 08/09/2025.

A l'occasion du renouvellement de cet accord-cadre, il a été décidé de regrouper les secteurs géographiques en 5 lots géographiquement homogènes et de créer le lot 6 Marchés Subséquents afin de mutualiser les besoins et permettre un gain financier au niveau des offres.

Pour l'accord-cadre en cours, les moyennes des consommations annuelles sur les 4 années précédentes par secteurs géographiques sont les suivantes :

1 M1 Marseille Nord et Ouest : Année 1: 103 186,80 € TTC
Année 2: 443 706,00 € TTC
Année 3: 1 301 401,20 € TTC
Année 4: en cours
Total: 1 848 294,00 € TTC

2 M2 Marseille Sud
Année 1: 180 531,60 € TTC
Année 2: 217 327,20 € TTC
Année 3: 261 777,6 € TTC
Année 4: en cours
Total: 659 636,40 € TTC

3 M3 Marseille Est
Année 1: 94 664,40 € TTC
Année 2: 637 512,00 € TTC
Année 3: 293 070,00 € TTC
Année 4: en cours
Total: 1 025 246,40 € TTC

4 H1 secteur Arles
Année 1: 509 814,00 € TTC
Année 2: 964 464,00 € TTC
Année 3: 100 020,00 € TTC
Année 4: en cours
Total: 1 574 298,00

5 H2 secteur Istres/Salon de Provence
Année 1: 231 055,20 € TTC
Année 2: 250 398,00 € TTC
Année 3: 691 410,00 € TTC
Année 4: en cours

Total: 1 172 863, 20 € TTC

6 H3 Secteur Aix-en-Provence

Année 1: 103 360,80 € TTC

Année 2: 361 754,40 € TTC

Année 3: 169 600,00 € TTC

Année 4: en cours

Total: 634 716 € TTC

7 H4 Secteur Aubagne

Année 1: 360 958,80 € TTC

Année 2: 582 981,60 € TTC

Année 3: 32 444,40 € TTC

Année 4: en cours

Total: 976 384,40 € TTC

L'indication de cette moyenne de consommation n'est donnée qu'à titre indicatif et ne saurait engager de quelque manière que ce soit le Conseil départemental.

1.9 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45261420-4	Travaux d'étanchéité
45260000-7	Travaux de couverture et travaux d'autres corps de métier spécialisés

1.9 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.10 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières, ni au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 270 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 - Forme juridique du groupement

Pour les Lots 1 à 5

Chaque accord-cadre sera dévolu soit à un candidat unique, soit à un groupement.

S'agissant d'un accord-cadre qui s'exécute par émissions successives de bons de commande lors de la survenance des besoins, il semble difficile de définir au préalable des prestations susceptibles d'être attribuées à chaque membre d'un groupement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et conformément à l'article R2142-22 du Code de la commande publique, il sera exigé en cas de groupement conjoint attributaire :

- d'avoir un mandataire solidaire

ET

- de fournir une répartition des prestations pour chaque membre du groupement et chaque article du BPU.

OU

En cas d'impossibilité du candidat à fournir une répartition des prestations pour chaque membre du groupement et chaque article du BPU, il sera exigé que le groupement conjoint attributaire assure sa transformation en groupement solidaire avec compte unique.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Pour le lot 6 :

Le marché subséquent dévolu à un nombre maximum de 3 candidats uniques ou groupements. Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et conformément à l'article R2142-22 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint attributaire, il sera exigé d'avoir un mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCTP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Le Département des Bouches-du-Rhône, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le détail des conditions d'exécution à caractère social est indiqué dans le CCAP.

L'attention des candidats est attirée sur les éléments suivants :

- Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique
- Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de sa non-conformité au cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1. Contrôle technique

En cas de recours au Contrôleur Technique, chaque bon de commande précisera les coordonnées du Contrôleur Technique.

3.2. Sécurité et protection de la Santé des travailleurs

En cas de recours au(x) coordonnateurs SPS, chaque bon de commande précisera les coordonnées éventuelles des coordonnateurs.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

3.3. Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.4. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même ou par un maître d'œuvre désigné par le Maître d'Ouvrage.

En cas de recours à un maître d'œuvre, chaque bon de commande précisera les coordonnées éventuelles du maître d'œuvre.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Chaque accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an du 09/09/2025 ou à compter de la date de notification du contrat si celle-ci est postérieure à cette date.

Chaque accord-cadre pourra être reconduit pour 3 autres périodes de 1 an chacune, et ne pourra excéder 4 ans au total.

Les délais d'exécution seront fixés dans chaque bon de commande ou marché subséquent ;

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe 1 *"Procédure pour la remise des offres par voie électronique"*
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) à accepter sans modification ni rature et réserve.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), à accepter sans modification ni rature et réserve.
- Les annexes au CCTP :
 - *La liste non exhaustive des bâtiments par sectorisation*
 - *La liste des sites difficiles d'accès*
 - *La sectorisation des Communes*
- Les actes d'engagement d'insertion concernant les lots 1 à 5
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour les lots 1 à 5 (à remplir)
- Le bordereau des prix plafonds (BPP) pour le lot 6 (à remplir)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) de chaque lot 1 à 5 (à remplir)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour le lot 6 (à remplir)
- L'ordre de priorité des lots (à remplir)
- Le cadre du mémoire technique pour les lots 1 à 5 AC BC (à remplir)
- Le cadre du mémoire technique du lot 6 AC à MS (à remplir)
- 1 Formulaire DC1 en vigueur au 01/01/2024
- 1 formulaire DC2 en vigueur au 01/01/2024
- 1 Formulaire DC4 en vigueur au 01/01/2024

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le marché peut être consulté et téléchargé dans sa totalité sur la plate-forme des Marchés Publics du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le CD13 précise qu'il collecte les données à caractère personnel des candidats téléchargeant le DCE du présent marché. Le téléchargement du DCE vaut accord pour la réutilisation des données collectées dans le cadre de la stratégie achat du CD13, notamment pour la constitution d'une base de données fournisseurs. Ces données sont les suivantes : nom, numéro de téléphone et mail du contact. En cas d'opposition à ce traitement, merci d'adresser un mail à : dpo13@departement13.fr

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le

dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français pour l'ensemble des documents remis.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Formulaire DC1 (lettre de candidature) et Formulaire DC2 (déclaration du candidat) ou Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E.) <i>Les candidats doivent impérativement cocher la case relative aux cas d'exclusion de la procédure, rubrique F1 du formulaire DC1 ou fournir une attestation sur l'honneur reprenant les cas prévus. A défaut, la candidature sera irrecevable</i>	Non
Le candidat doit indiquer être inscrit sur un registre professionnel	Non

Dans le cas où le candidat souhaite avoir recours aux capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, **notamment un sous-traitant**, il devra obligatoirement renseigner la rubrique **H** du **DC2** (ou la rubrique C de la partie II du DUME). Il devra justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les documents mentionnés dans les tableaux ci-dessous.

Il apportera la preuve qu'il disposera des capacités de ce ou ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché.

En cas de sous-traitance, la production du DC4 en pièce de l'offre sera considérée comme suffisante. Dans les autres cas, cette preuve peut être rapportée par tout moyen et notamment par un engagement écrit de l'opérateur économique sur les capacités desquelles le candidat s'appuie.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
<p>Pour les lots 1 à 5</p> <p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles.</p>	<p>Il est précisé qu'un niveau minimum de chiffre d'affaires est exigé. Il est calculé selon la moyenne des chiffres d'affaires des trois derniers exercices disponibles et doit être supérieur à</p> <ul style="list-style-type: none">- 840 000€ HT pour 1 lot géographique- 1 260 000€ HT pour 2 lots géographiques	Non
<p>Pour le lot 6 Marché subséquent</p> <p>Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles</p> <p>Le minimum de CA indiqué pour le lot 6 s'additionne en cas d'attribution des lots de 1 à 5 à un même candidat.</p>	<p>Un niveau minimum de chiffre d'affaires global est exigé :</p> <p>Il est calculé selon la moyenne des chiffres d'affaires des trois derniers exercices disponibles et doit être supérieur ou égal à 2 000 000€ HT</p>	Non

Si pour une raison justifiée (notamment pour les sociétés nouvellement créées), l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

Renseignements concernant les références professionnelles et/ou qualifications professionnelles de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années Indiquer le statut des effectifs présentés (salariés ou personnels intérimaires)	Pour les candidats dans l'impossibilité, en raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de fournir l'indication des qualifications professionnelles de l'opérateur économique et/ou les titres d'études et professionnel	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années (montant, année, lieu d'exécution)		Non
Liste du matériel utilisé au cours des trois dernières années		

Le candidat peut justifier de ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen.

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Qualibat 3221 : Étanchéité en matériaux de synthèse en feuilles (technicité courante) – Mention Reconnu Garant de l'Environnement. En l'absence des certificats de qualification demandés, le candidat devra produire au minimum 3 attestations de maîtres d'ouvrage portant sur des prestations équivalentes réalisées durant les 5 dernières années. A ce titre, le candidat précisera pour chaque attestation de bonne exécution : l'année de réalisation des prestations, le nom du maître d'ouvrage, le descriptif et le montant des prestations, le cachet ou la signature du maître d'ouvrage sur chaque attestation	Non

Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).**

Dans le cas où les candidats se présenteraient sous la forme d'un groupement, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de

membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire.

Si le groupement est désigné attributaire, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Si le candidat est une société nouvellement constituée, il devra indiquer la dénomination et l'adresse de l'organisme duquel sa demande d'inscription est en cours et être en mesure de fournir les pièces justifiant cette demande (extrait Kbis par exemple). Il devra fournir toute information permettant de justifier de ses capacités techniques et financières.

En application de l'article R2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (D.U.M.E.)

En application de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, **l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des documents DC1 et DC2 et leurs multiples annexes réclamées, rédigé en français conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution de la Commission Européenne du 05/01/2016 (UE-2016/7),**

Le DUME est disponible en version électronique au format .xml. permettant de renseigner le document e-DUME directement sur un des deux sites web :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=f>
<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il doit être dûment rempli par une personne habilitée à engager la société.

Un DUME doit être remis par lot.

Si l'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants utilisent le DUME, toutes les informations exigées au titre des DC1 et DC2 devront être obligatoirement renseignées.

L'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants ne sont pas dispensés de remplir les sections A, B et C de la partie IV « critères de sélection ».

Un opérateur économique qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autre entités (y compris un sous-traitant), doit fournir à la fois son DUME et un DUME distinct pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct doit être remis pour chacun des cotraitants.

Les DUME de chacun des opérateurs devront contenir les informations demandées **dans la partie I, dans les sections A et B de la partie II, dans les sections de la partie III, IV et VI.**

Les candidats qui souhaitent réutiliser un DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables en application de l'article R2143-

4 3ème alinéa du Code de la commande publique et que ces informations soient adaptées aux exigences de l'acheteur.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) dûment complété pour chaque lot en version tableur Excel ou compatible	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complété pour les lots 1 à 5 en version tableur Excel ou compatible. En cas de sous-traitance déclarée au stade de la candidature, les prestations sous-traitées devront être clairement identifiées dans le BPU.	Non
Le bordereau des prix plafonds (BPP) dûment complété pour le lot 6 en version tableur Excel ou compatible. En cas de sous-traitance déclarée au stade de la candidature, les prestations sous-traitées devront être clairement identifiées dans le BPP.	Non
Le cadre de mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat dûment complété selon le cadre de mémoire technique fourni. Ce cadre de mémoire technique devra impérativement comprendre un organigramme hiérarchique, fonctionnel et nominatif détaillé de l'équipe dédiée au marché comprenant les personnels techniques et administratifs. En cas d'absence ou de réponse incomplète sur l'un des éléments du mémoire, il en sera tenu compte dans la notation (jusqu'à la possibilité d'affecter une note nulle) sans que cela n'entraîne pour autant l'irrégularité de l'offre.	Non
Le CV du correspondant technique dédié et de son suppléant	Non
En cas de sous-traitance, DC4 dûment complété. L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants	Non
L'ordre de priorité géographique complété (dans le cas où le candidat remet une offre sur plusieurs lots)	Non
Acte d'engagement d'insertion concernant les lots 1 à 5	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Conditions envoi copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

L'enveloppe portera obligatoirement la mention :

"Marché pour

Copie de sauvegarde de l'offre déposée électroniquement

en date du àheure(s)minute(s)..... seconde(s)

NE PAS OUVRIR"

N° SIRET.....

Cette copie devra être remise contre récépissé du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ou envoyée par pli recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

SAM-TM

Bureau B6039

Hôtel du Département

52, Avenue de Saint Just

13256 MARSEILLE CEDEX 20

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. A ce titre, les candidats devront fournir, dans un délai qui leur sera précisé par courrier ou par voie électronique, tout document justificatif et autre moyen de preuve justifiant de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles au regard des exigences fixées au présent Règlement de consultation.

8.2 - Critères de jugement des candidatures

- Conformité aux obligations légales, fiscales et sociales.

Il s'agit de vérifier, conformément aux articles R2143-3 1° et R2143-4 du Code de la commande publique, que les candidats (chacun des membres du groupement et des éventuels sous-traitants) attestent d'une régularité de situation sur les plans légaux, sociaux et fiscaux.

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R2142-2, R2142-5 à R2142-14, R2142-25, R2143-11, R2143-12 et R2143-16 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article 6.1 « Documents à produire » du présent Règlement de la Consultation, toute candidature dont la moyenne des chiffres d'affaires annuels global des trois derniers exercices disponibles n'excéderait pas le minimum requis sera déclarée irrecevable et entraînera l'élimination du candidat du lot concerné.

8.3 - Attribution des accords-cadres

Préalablement à l'analyse des offres, il sera procédé à la vérification de leur conformité sur le point suivant sous peine d'être écartée pour irrégularité de l'offre:

Pour tous les lots :

Conformément à l'article 2.2.1. du CCTP, le candidat devra obligatoirement proposer :

- ☐ 1 correspondant technique dédié de l'accord-cadre avec ses coordonnées (numéro téléphone et adresse mail nominative)
 - ☐ 1 suppléant au correspondant technique dédié de l'accord-cadre avec ses coordonnées (numéro téléphone et adresse mail nominative)
- Ces deux personnes devront disposer d'une qualification ou d'une expérience en tant que correspondant technique dédié d'accord-cadre d'au moins 3 ans.
- ☐ 6 exécutants présentant au moins 2 ans d'expérience dans le domaine objet de l'accord-cadre.

Un candidat qui ne fournirait pas les renseignements attendus ou qui proposerait moins que le minimum de conformité verra son offre déclarée non conforme aux exigences et sera déclarée irrégulière.

Ces informations constituent des dispositions minimums requises et devront figurer impérativement au sein du Mémoire technique et leurs CV seront annexés à ce document.

Critère d'attribution des offres :

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera celle qui se verra attribuer le total le plus élevé après pondération.

Dans l'hypothèse où seule (s) une (ou des) offre (s) techniquement insuffisante (s) ou financièrement trop coûteuse (s) serait (aient) présentée (s), le marché pourrait ne pas être attribué et la procédure pourrait être déclarée sans suite par le Pouvoir Adjudicateur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots 1 à 5 (accords-cadres à bons de commandes)

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0%
2-Organisation, méthodologie de réalisation des travaux– NC2	30.0%
3-Qualité environnementale des interventions - NC3	10.0%

1 PRIX Noté NC1 60 %

Le prix de l'offre correspond au montant total du Devis Quantitatif Estimatif (DQE) remis par chaque candidat.

La meilleure proposition obtiendra la note de 100 et les notes des autres propositions seront obtenues par proportionnalité en application de la formule suivante :

$$\text{Note du candidat} = 100 * (\text{Prix de l'offre la moins disante} / \text{Prix de l'offre du candidat})$$

Cette note sur 100 sera ensuite pondérée à 60%, par application de la formule suivante :

$$\text{NC1} = (\text{Note obtenue}) * 60\%$$

Lors de l'examen des offres, une vérification matérielle des offres de prix des candidats sera effectuée.

Dans le cas de discordance constatée dans une offre, les **prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires prévaudront** et les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées.

Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en compte. »

2 ORGANISATION, METHODOLOGIE DE REALISATION DES TRAVAUX – Noté NC2 pondéré à 30%

Jugé au regard des éléments demandés dans le cadre du Mémoire Technique :

Organisation des plannings et des interventions : le candidat détaillera son fonctionnement ainsi que les moyens et les outils de suivi qu'il mettra en œuvre afin d'optimiser sa réactivité pour répondre aux bons de commande, de gérer des chantiers en simultané et de gérer les chantiers pendant les vacances scolaires.

Méthodologie d'exécution des prestations de travaux : le candidat détaillera sa méthodologie générale d'intervention sur un site occupé, sa gestion d'intervention en site occupé afin de maintenir le bon fonctionnement du site.

Qualité de réalisation des travaux : le candidat détaillera son fonctionnement ainsi que les moyens et les outils de suivi qu'il mettra en œuvre afin d'assurer le contrôle qualité des travaux, les actions correctives en cas de non-conformité et le contrôle des travaux sous-traités. En cas de non sous-traitance, le candidat justifiera sa capacité de réaliser tous les travaux en propre.

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier la cohérence des éléments fournis, le candidat fournira également un organigramme hiérarchique, fonctionnel et nominatif détaillé de l'équipe dédiée au marché, comprenant les personnels techniques et administratifs.

Ce critère sera noté sur 30 puis ramené en base 100 en application de la formule suivante :

$$\text{Note obtenue} = (\text{Note du candidat} / \text{Note du candidat ayant la meilleure proposition}) * 100$$

La note de ce critère sera ensuite pondérée à 30% par application de la formule suivante :

$$\text{NC2} = (\text{Note obtenue}) * 30\%$$

3 QUALITE ENVIRONNEMENTALE DES INTERVENTIONS – Noté NC3 pondéré à 10%

Le candidat détaillera ses dispositions techniques environnementales dans le cadre de l'exécution des travaux de l'accord-cadre. Le candidat détaillera :

- Sa gestion de chantier afin de limiter son impact environnemental
- Le taux de recyclage des matériaux employés
- Autres actions en terme d'économie circulaire ou environnementale

Ce critère sera noté sur 30 puis ramené en base 100 en application de la formule suivante :

$$\text{Note obtenue} = (\text{Note du candidat} / \text{Note du candidat ayant la meilleure proposition}) * 100$$

La note de ce critère sera ensuite pondérée à 10% par application de la formule suivante :
 $NC3 = (Note\ obtenue) * 10\%$

La note globale finale du candidat sera ensuite obtenue de la manière suivante:

$$NF = NC1 + NC2 + NC3$$

Le classement des offres sera effectué en fonction du total de la note obtenue pour les critères « Prix », « Organisation, et méthodologie de réalisation des travaux », « Qualité environnementale des interventions ».

En cas d'égalité, le candidat ayant la meilleure note « prix » sera classé 1^{er}.

Pour le lot n°6 (accords-cadres à Marchés subséquents)

Critères	Pondération
1-Prix des prestations – NC1	50.0%
2- Organisation et méthodologie de réalisation des travaux – NC2	25.0%
3- Organisation pour l'exécution de l'accord-cadre - NC3	15.0%
4- Qualité environnementale des interventions - NC4	10.0%

1. - LE PRIX NC1, noté sur 100, pondéré à 50%

Le prix de l'offre correspond au montant total du Devis Quantitatif Estimatif (DQE) remis par chaque candidat.

La meilleure proposition obtiendra la note de 100 et les notes des autres propositions seront obtenues par proportionnalité en application de la formule suivante:

$$Note\ du\ candidat = (100 * (Prix\ de\ l'offre\ la\ moins\ disante / Prix\ de\ l'offre\ du\ candidat))$$

Cette note sur 100 sera ensuite pondérée à 50%, par application de la formule suivante :

$$NC1 = (Note\ obtenue) * 50\%$$

Lors de l'examen des offres, une vérification matérielle des offres de prix des candidats sera effectuée.

Dans le cas de discordance constatée dans une offre, les **prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires prévaudront** et les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées.

Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en compte.

2. ORGANISATION ET METHODOLOGIE DE REALISATION DES TRAVAUX NC2, noté sur 100, pondéré à 25 %

- **Organisation des plannings et des interventions:** le candidat détaillera son fonctionnement ainsi que les moyens et les outils de suivi qu'il mettra en œuvre afin d'optimiser sa réactivité pour répondre aux bons de commande, de gérer des chantiers en simultanés et de gérer les chantiers pendant les vacances scolaires.

- **Méthodologie d'exécution des prestations de travaux:** le candidat détaillera sa méthodologie générale d'intervention sur un site, sa gestion d'intervention en site occupé afin de maintenir le bon fonctionnement du site.

- **Qualité de réalisation des travaux:** le candidat détaillera son fonctionnement ainsi que les moyens et les outils de suivi qu'il mettra en œuvre afin d'assurer le contrôle qualité des travaux, les actions correctives en cas de non-conformité et le contrôle des travaux sous-traités. En cas de non sous-traitance, le candidat justifiera sa capacité de réaliser tous les travaux en propre.

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier la cohérence des éléments fournis, le candidat fournira également un organigramme hiérarchique, fonctionnel et nominatif détaillé de l'équipe dédiée au marché, comprenant les personnels techniques et administratifs.

Ce critère sera noté sur 30 puis ramené en base 100 en application de la formule suivante :

$$\text{Note obtenue} = (\text{Note du candidat} / \text{Note du candidat ayant la meilleure proposition}) * 100$$

La note de ce critère sera ensuite pondérée à 25 % par application de la formule suivante :

$$NC2 = (\text{Note obtenue}) * 25 \%$$

3. ORGANISATION POUR EXECUTION DE L'ACCORD CADRE NC3, noté sur 100, pondéré à 15%

Jugé au regard des éléments demandés dans le Cadre du Mémoire Technique.

Le candidat détaillera son organisation ainsi que les moyens qu'il mettra en place pour:

- **Suivre de manière générale l'accord-cadre,**
- **Répondre aux futurs marchés subséquents,**
- **Améliorer ses réponses au fur et à mesure des consultations**

Ce critère sera noté sur 30 puis ramené en base 100 en application de la formule suivante :

$$\text{Note obtenue} = (\text{Note du candidat} / \text{Note du candidat ayant la meilleure proposition}) * 100$$

La note de ce critère sera ensuite pondérée à 15 % par application de la formule suivante :

$$NC3 = (\text{Note obtenue}) * 15 \%$$

4. QUALITE ENVIRONNEMENTALE DES INTERVENTIONS NC4, noté sur 100, pondéré à 10 %.

Jugé au regard des éléments demandés dans le Cadre du Mémoire Technique.

Le candidat détaillera ses dispositions techniques environnementales dans le cadre de l'exécution des travaux de l'accord-cadre. Le candidat détaillera :

- Sa gestion de chantier afin de limiter son impact environnemental
- Le taux de recyclage des matériaux employés
- Autres actions en terme d'économie circulaire ou environnementale

Ce critère sera noté sur 30 puis ramené en base 100 en application de la formule suivante :

Note obtenue = (Note du candidat / Note du candidat ayant la meilleure proposition) * 100

La note de ce critère sera ensuite pondérée à 10 % par application de la formule suivante :

$$NC4 = (Note\ obtenue) * 10 \%$$

La note globale finale du candidat sera ensuite obtenue de la manière suivante:

$$NF = NC1 + NC2 + NC3 + NC4$$

Le classement des offres sera effectué en fonction du total de la note obtenue pour les critères « Prix », « Organisation et méthodologie de réalisation des travaux », « Organisation pour exécution de l'accord-cadre » et « Qualité environnementale des interventions ».

En cas d'égalité, le candidat ayant la meilleure note « prix » sera classé 1^{er}.

8.4 - Suite à donner à la consultation

Le ou les candidats attributaires d'un accord-cadre seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent. A ce titre il devra remettre, dans un délai qui lui sera précisé par voie électronique les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 et R2143-16 du Code de la commande publique.

Par ailleurs :

En application de l'article L241-1 du Code des Assurances, il devra également fournir la preuve de la souscription d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité décennale. Cette attestation devra comporter les mentions minimales prévues à l'article R.243-2 du Code des Assurances et précisées par l'arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance.

Le candidat qui est établi hors de France et qui envisage de détacher temporairement un salarié sur le territoire national pour l'exécution de ce marché doit en informer le pouvoir adjudicateur et fournir, avant le début du détachement, en application des articles L.1262-4-1 et R.1263-12 du Code du travail, les documents ci-après :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du Code du travail.
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2 du Code du travail.

Afin de simplifier le dépôt des offres, les candidats ne sont plus tenus de signer l'offre présentée. En revanche, l'acte d'engagement signé sera exigé du seul candidat auquel est envisagé d'attribuer le marché qui devra strictement se conformer à l'offre qu'il aura déposée et pour laquelle il est engagé.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera l'acte d'engagement avant de l'adresser, par voie électronique au travers du profil d'acheteur, non revêtu de sa signature, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplira alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, le signera, de préférence électroniquement et le retournera via le profil d'acheteur à ce dernier, dans un délai qui lui sera précisé par voie électronique.

Dans le cas où l'attributaire pressenti ne signerait pas son offre dans le délai imparti, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après pourra être sollicité directement. En cas de sous-traitance, le formulaire DC4 ou la déclaration de sous-traitance remis au stade du dépôt de l'offre par le candidat sera joint à l'acte d'engagement pour signature par le candidat et son sous-traitant.

En application de l'article L241-1 du Code des Assurances, il devra également fournir la preuve de la souscription d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité décennale. Cette attestation devra comporter les mentions minimales prévues à l'article R.243-2 du Code des Assurances et précisées par l'arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.departement13.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Marseille
31 Rue Jean François Leca
13002 MARSEILLE

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Marseille
31 Rue Jean François Leca
13002 MARSEILLE

Tél : 04 91 13 48 13
Télécopie : 04 91 81 13 89
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr